



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHELEMY

Laval, le 04/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAINT JEAN INDUSTRIES LAVAL

ZA des Dahinières
Route de Fougères
53810 Changé

Références : 2023-162_SAINT JEAN INDUSTRIES LAVAL (EXAUTOCAST)_INSP_RAP.odt

Code AIOT : 0006301479

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement SAINT JEAN INDUSTRIES LAVAL implanté ZA des Dahinières Route de Fougères 53810 Changé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit notamment dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques des installations classées par le contrôle de la canalisation des effluents, la gestion des installations de traitement des fumées, la réalisation des contrôles réglementaires et le respect des valeurs limites d'émission.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT JEAN INDUSTRIES LAVAL
- ZA des Dahinières Route de Fougères 53810 Changé
- Code AIOT : 0006301479
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité de Saint Jean Industries Laval, implanté dans la zone d'activité industrielle et artisanale de la commune de Changé, consiste à fabriquer des pièces moulées en alliages ferreux notamment destinées au secteur de l'automobile (pièces complexes de 200 g à 8 kg). La production est composée de 50 % de fonte GS, 10 % de fonte grise et 40 % d'acier. Le site emploie 85 personnes environ.

L'activité de fonderie de fontes et aciers se décompose en plusieurs étapes : préparation des noyaux et moules en sable, fusion du métal et coulée dans les moules, refroidissement et décochage, parachèvement de la pièce (tronçonnage, ébarbage, grenailage) et finition. La fusion

est réalisée au niveau de fours électriques par induction.

L'activité est autorisée par l'arrêté préfectoral du 08/10/2009 au titre de la rubrique 2551-1 : Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages ferreux, pour une capacité maximale autorisée de 20 t/j produites pour 50 t/j de métal fondu.

Le site est spécialisé dans le noyautage et le moulage « Croning » et depuis 2009, avec l'installation de nouveaux matériels, dans le moulage Prototypes procédé « Prise chimique à froid ».

Le noyautage des « séries » et « prototypes » est réalisé à l'aide de deux procédés à prise chimique :

- Polymérisation à chaud pour le procédé CRONING (en coquille) : sable contient une résine formo-phénolique qui va jouer le rôle de liant. Avec l'ajout de l'hexaméthylènetétramine (durcissant) et sa décomposition en formaldéhyde et ammoniacque, cela forme la liaison (durcissement à chaud). Ce type de noyautage représente en volume 80 à 90 % de la production.

- Polymérisation à température ambiante pour le procédé BETASET (durcissement au gaz) : réaction entre la résine phénolique avec le formiate de méthyle (gaz) pour produire du méthanol et du formiate de méthyle alcalin. La résine phénolique est précipitée sous la forme d'un gel qui lie ensemble tous les composés. Ce type de noyautage représente en volume 10 à 20 % de la production.

Le moulage des « séries » et « prototypes » est réalisé à l'aide de deux procédés à prise chimique :

- Polymérisation à chaud pour le procédé CRONING (en coquille) : sable contient une résine formo-phénolique qui va jouer le rôle de liant. Avec l'ajout de l'hexaméthylènetétramine (durcissant) et sa décomposition en formaldéhyde et ammoniacque, cela forme la liaison (durcissement à chaud). Ce procédé est utilisé pour les grandes séries car cela nécessite la fabrication d'un modèle en acier.

- polymérisation à température ambiante pour le procédé Polyuréthane (durcissement au liquide à froid) : mélange de trois composés : résine phénolique, isocyanate et un catalyseur. Ce procédé est utilisé pour les petites et moyennes séries.

L'exploitant exploite 9 fours de fusion à induction :

- 3 fours de 1,5 tonne chacun (fusion, maintien, coulée)
- 3 fours de 0,9 tonne chacun (fusion, maintien, coulée)
- 3 fours de 0,25 tonne chacun (fusion, maintien, coulée)

Depuis septembre 2022, le tribunal de commerce de Laval a placé le site en redressement judiciaire (période d'observation) avec l'objectif de trouver un repreneur. La date de remise officielle des offres est fixée au 17 avril 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention des milieux aquatiques
- Prévention de la pollution atmosphérique
- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Qualité des rejets d'eaux usées industrielles	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Sans objet
3	Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1	/	Sans objet
4	Evaluation des risques sanitaires	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 9.4.3	/	Sans objet
5	Modification des conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 1.5.1	/	Sans objet
7	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
10	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Dispositions générales - Emissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 3.1.1	/	Sans objet
13	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
14	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
15	Surveillance des rejets atmosphériques (noyautage/moulage) - Paramètres	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 9.1.1	/	Sans objet
16	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet
17	Emissions de poussières - Meilleures Techniques Disponibles	Autre du 01/05/2005, article 5.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Montant des garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/05/2012	/	Sans objet
6	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
8	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
9	Maîtrise et réduction des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 29/11/2021, article 2	/	Sans objet
11	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence des écarts pour lesquels l'exploitant devra engager les mesures correctives adaptées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations classées soumises à autorisation mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 du même code et les installations classées de transit, regroupement, tri ou traitement de déchets soumises au régime d'autorisation, y compris au régime d'autorisation simplifié, mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 du même code pour lesquelles l'obligation de constitution de garanties financières démarre au 1er juillet 2012 sont les installations listées en annexe I du présent arrêté.
Constats : Par courriel du 02 mars 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, sa proposition actualisée de calcul du montant des garanties financières pour la mise à l'arrêt des installations. L'examen de cette proposition a abouti à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/10/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Qualité des rejets d'eaux usées industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.
Constats : Par courrier du 23/07/2021, l'exploitant mentionne les éléments suivants : - Afin de continuer les investigations, les étapes suivantes ont été mises en place : suivi des consommations mensuelles de l'eau pour l'aire de lavage (+lavabo), premier état des lieux des produits susceptibles d'être lavés dans l'aire de lavage, premier état des lieux sur les personnes susceptibles d'utiliser l'aire de lavage, analyse d'eau avant le débourbeur et mise en place d'une fiche de suivi - lancement d'une étude afin de définir les solutions les plus pertinentes par rapport à l'impact environnemental et au coût (intégration d'un filtre à charbon entre l'aire de lavage et le bassin de rétention, réfection totale de l'aire de lavage, raccordement aux eaux usées,...) Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des investigations menées, à savoir le suivi de la consommation en eau, les produits nettoyés au sein de l'aire de lavage, les résultats d'analyse des eaux avant et après le débourbeur. Il convient d'effectuer une synthèse des investigations réalisées et de tirer les conclusions sur la ou les stratégies de gestion de ces effluents. A noter que lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que le raccordement de l'évacuation du point de lavage des outils via le lavabo avait été détourné (par un salarié de l'établissement) pour un rejet direct dans le réseau d'eau pluviale du site, sans passage par le débourbeur. Cet écart a été corrigé dès le constat effectué. Néanmoins, l'exploitant doit mettre en œuvre les mesures nécessaires pour sécuriser ce raccordement. Enfin, de par les constats effectués lors de l'ouverture du débourbeur, il s'avère nécessaire d'effectuer son curage. Une copie de l'attestation d'intervention devra être transmise à l'inspection dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Cessation partielle d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation partielle d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : Par courriel du 25/02/2021, l'exploitant a mentionné à l'inspection son projet de cession d'une partie des terrains à Laval Agglomération dans le cadre d'un projet GNV. Par courriel du même jour, il a été rappelé à l'exploitant que les parcelles concernées sont mentionnées à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral de 2009. Dans ce contexte, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement afin de notifier officiellement la modification du périmètre d'exploitation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Evaluation des risques sanitaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 9.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Evaluation des risques sanitaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'évaluation d'impact sanitaire des émissions atmosphériques issues des fours de fusion de fonte et d'acier doit être réalisée pour le 31 décembre 2010.
Constats : Dans son courrier du 23/07/2021, l'exploitant précise que la demande de mise à jour de l'ERS est en attente de devis auprès de la Société APAVE. Une fois validée, la mise à jour du document sera lancée. A ce jour, aucun document n'a été transmis à l'inspection des installations classées. Dès la reprise de l'établissement, les démarches relatives à la mise à jour de l'ERS devront être réengagées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Portée à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Par courrier du 23/07/2021, l'exploitant précise que la mise à jour de la veille réglementaire, sur la partie environnement avec la revue de la nomenclature a été faite par la société ECE. Une fois validé, le document sera transmis. A ce jour, aucun document n'a été transmis à l'inspection des installations classées. Dès la reprise de l'établissement, les démarches relatives à la mise à jour de l'ERS devront être réengagées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
Constats : Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un plan de localisation de l'ensemble des émissaires du site susceptibles d'être à l'origine d'émissions atmosphériques. Les émissaires renseignés au sein de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 08/10/2009 ont été modifiés suite aux modifications survenues depuis la signature de l'arrêté préfectoral. Un dossier de porter à connaissance a été transmis au service de la Préfecture de la Mayenne le 19/09/2012. La visite des installations a permis de constater la présence des installations concernées et leurs raccordements à des dispositifs d'aspiration et de canalisation. A noter que, depuis la dernière visite d'inspection en date du 04/02/2021, les installations de noyautage HB4, HBA5 et HBA6 qui disposaient chacune d'un émissaire ont été mise à l'arrêt au profit de deux autres installations SM-15/8 et SM-15/9 raccordées à un seul et unique émissaire (SM 15/9-8).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
Constats : Au cours de la visite des installations, il a été constaté que l'ensemble des rejets atmosphériques fait l'objet d'un rejet via une cheminée, excepté ceux issus des installations CM34, SM15-8/9 et Moulage Automatique 1 et 2. Ces installations font chacune l'objet d'une aspiration spécifique mais qui est ensuite raccordée à un collecteur de plus gros diamètre au sein duquel des tourelles d'extraction sont présentes en toiture. La dispersion de ces effluents s'effectue via ces tourelles. La diffusion de ces effluents n'est pas conforme. Au cours de la visite des installations, il n'a pas été constaté d'obstacle à la dispersion des effluents atmosphériques excepté pour les rejets des effluents issus des installations CM34, SM15-8/9, Moulage Automatique 1 et 2 et PMS pour lesquels des dispositifs du type "Chapeau chinois" sont présents et font obstacle à la bonne dispersion des effluents.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier contrôle de la qualité des rejets atmosphériques a été réalisé du 17 au 19 janvier 2023 par la société APAVE (N°2186158-001-1 du 15/03/2023 - Version n°1). Au sein de ce rapport sont mentionnés les écarts de chaque conduit aux dispositions de la norme NF EN 15259. Il s'avère que des écarts sont constatés mais que cela est sans incidence sur le jugement de la conformité ou non des rejets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Maîtrise et réduction des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/11/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de réaliser, avant le 31 décembre 2023, l'épuration des effluents gazeux issus des fours de fusion par voie sèche, en tenant compte des niveaux d'émission associés à la MTD tels qu'ils sont indiqués dans le document de référence « Forges et fonderies » de mai 2005. Une mesure en permanence des émissions de poussières doit être réalisée au droit de cet émissaire.
Constats : Par courrier du 23/07/2021, l'exploitant précise qu'il confirme son engagement auprès de Monsieur le Préfet de la Mayenne sur la mise en place de filtre au niveau des aspirations des fumées des fours. Au jour de la visite d'inspection, aucune action, outre la réalisation d'un devis, n'a été engagée par l'exploitant. L'exploitant met en avant les difficultés financières rencontrées depuis la contraction du chiffre d'affaires. L'établissement a été placé en redressement judiciaire en septembre 2022. Un repreneur du site est recherché. L'échéance du dépôt des offres de reprise est fixée au 17/04/2023. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant la nécessité d'informer le ou les futurs repreneurs de la mise en conformité réglementaire attendue pour la fin de l'année 2023. A ce jour, l'échéance mentionnée au sein de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/11/2021 n'est pas échue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :
L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...
Constats : Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que les installations suivantes sont équipées de dispositifs d'épuration des fumées :
- Rejet n°2 issus de la Grenailleuse Tunnel : Filtre à cartouche papier
- Rejet n°3 issus de la ligne de décochage : Filtre à manche
- Rejet n°5 issus de la PMS : Filtre à cartouche papier
- Rejet n°8 issus de l'installation Fulgure : Filtre à cartouche papier
- Rejet n°9 issus de l'installation SONAIR 10-15: Filtre à manche
- Rejet n°10 issus de l'installation SAM 600 : Filtre à manche
- Rejet n°11 issus de l'installation DELTA NEU : Filtre à cartouche papier
Concernant les dispositifs d'épuration par filtre à cartouche, l'exploitant dispose d'un stock spécifique pour chaque équipement. Ce stock a été constaté lors de la visite des installations. Concernant les filtres à manche, l'exploitant dispose d'une réserve de filtre pour chaque installation, excepté pour les installations SONAIR 10-15 et DELTA NEU. L'exploitant précise qu'en cas de défaillance d'un filtre à manche, celui-ci est obstrué dans l'attente de la réception de la manche commandée.
L'exploitant doit disposer d'un stock minimum de filtre à manche spécifique à chaque installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :
Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a équipé, au droit de chaque cheminée raccordée aux principales installations génératrices de poussières, un système d'alerte composé d'un différentiel de pression (détecteur de pression permettant de détecter immédiatement une défaillance du système de traitement) et d'une sonde de mesures de concentration en poussière. Six émissaires sont concernés : Grenailleuse Interflex, Ligne IMF, SAM 600, Fulgure Z40, SONAIR 10-15 et DELTA NEU. Le dispositif de traitement des rejets atmosphériques issus de l'installation PMS est uniquement équipé d'un système d'alerte composé d'un différentiel de pression (détecteur de pression permettant de détecter immédiatement une défaillance du système de traitement). La présence de ces équipements a été constatée lors de la visite des installations. Le suivi de la maintenance des installations de traitement des rejets atmosphériques est assuré par GMAO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Dispositions générales - Emissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :
L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et

l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Constats : Par courrier du 23/07/2021, l'exploitant précise qu'une étude va être menée pour la mise en place d'anneaux aspirants. Selon l'exploitant, ces anneaux permettraient de capter à la source la totalité des fumées dégagées par la fusion du métal. Dans son courrier, l'exploitant précise qu'il est dans l'attente de faisabilité du constructeur sur ce rétrofit. En action transitoire, l'exploitant mentionne qu'il envisage de mettre en place des "bâches" ignifugées sur les hottes.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant précise qu'aucune action n'a été engagée sur ce sujet malgré les réflexions annoncées. L'absence d'action est liée soit à des contraintes financières (mise en place des anneaux aspirants), soit à des contraintes techniques (mise en place des bâches ignifugées).

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant la nécessité d'informer le ou les futurs repreneurs de la mise en conformité réglementaire attendue.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats : Le dernier contrôle de la qualité des rejets atmosphériques a été réalisé du 17 au 19 janvier 2023 par la société APAVE (N°2186158-001-1 du 15/03/2023 - Version n°1).

L'APAVE Agence de Rennes est agréée par le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires via l'arrêté ministériel du 16 décembre 2022 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère (agréments 1a, 2, 3a, 6a, 10a, 11 et 12).

L'organisme n'est pas accrédité COFRAC pour les mesures des polluants Phénols et Amines telles que réalisées à l'heure actuelle.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II

Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Constats : Le dernier contrôle de la qualité des rejets atmosphériques a été réalisé du 17 au 19 janvier 2023 par la société APAVE (N°2186158-001-1 du 15/03/2023 - Version n°1).

Les mesures ont été réalisées conformément aux méthodes normalisées définies par l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement pour les paramètres suivants :

- NF EN 13284-1 pour les poussières totales
- NF EN 126-19 pour les COV totaux
- NF EN 13211 pour le mercure
- NF EN 14385 pour les métaux
- NF EN 14791 pour le SO₂
- NF EN 14792 pour les NO_x
- NF EN 15058 pour le CO

A ce jour, les mesures des polluants Phénols et Amines n'ont pas été réalisées au moyen de méthodes normalisées précisées dans l'avis susvisé. A ce titre, l'APAVE doit disposer pour ces polluants au moins d'une accréditation COFRAC. La portée de l'accréditation COFRAC de cet organisme (n°1-7202) n'incluent pas la mesure de ces polluants selon une méthode interne. A confirmer et à corriger si nécessaire.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Surveillance des rejets atmosphériques (noyautage/moulage) - Paramètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 9.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement

Constats : Par courriel du 17/02/2021, l'exploitant avait transmis son examen théorique des substances susceptibles d'être émises par l'ensemble de ses activités (noyautage, moulage, coulée, refroidissement et parachèvement). Cet examen a été jugé pertinent par l'inspection lors de la visite d'inspection du 04/02/2021. Toutefois, l'inspection des installations classées s'interroge sur le non suivi du formaldéhyde et de l'ammoniac au regard des procédés de noyautage et de moulage mise en œuvre sur le site de Changé.

Pour rappel, d'après le BREF SF (mai 2005), au moins pour le cas du procédé en coquille, "La résine utilisée pour le préenrobage est une "novolaque" phénolique ayant un rapport formaldéhyde/phénol inférieur à 1. On ajoute une hexaméthylènetétramine à la résine en tant que durcisseur. L'hexaméthylènetétramine se décompose à 160 °C en deux composants de base : le formaldéhyde et l'ammoniac."

Dans le cas où les éléments présentés justifient l'absence de suivi de ces substances, il conviendra d'effectuer une levée de doute par une analyse afin d'attester de l'absence de ces substances au sein des installations susceptibles d'émettre ces substances. Pour rappel, le formaldéhyde est un Composé Organique Volatil inscrit à l'annexe III de l'arrêté du 02/02/1998.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21

Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses

moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :

1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;

2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

Constats : Le dernier contrôle de la qualité des rejets atmosphériques a été réalisé du 17 au 19 janvier 2023 par la société APAVE (N°2186158-001-1 du 15/03/2023 - Version n°1).

Le contrôle des rejets atmosphériques met en évidence les dépassements suivants :

- rejets n°1 (Four de fusion) : Non respect de la fourchette "haute" NEA-MTD fixée à 20 mg/Nm³ en poussières (30,8 mg/Nm³);
- rejet n°2 (Grenailleuse tunnel) : Non respect de la NEA-MTD fixé à 20 mg/Nm³ en poussières sur le deuxième essai (22,8 mg/Nm³)

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Emissions de poussières - Meilleures Techniques Disponibles

Référence réglementaire : Autre du 01/05/2005, article 5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Air - BREF SF

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Maintenir les émissions de poussière à un niveau inférieur à 0,2 kg/tonne de fonte.

Constats : Par courrier du 23/07/2021, l'exploitant précise qu'un fichier de suivi des rejets atmosphériques est maintenu à jour en fonction des rapports envoyés par l'organisme de contrôle. Pour l'année 2020, le flux massique de poussières est de 1,05 kg/tonne. L'exploitant précise qu'au vu des installations actuelles, l'objectif de 0,2 kg/t, inscrit dans la MTD, "ne pourra être atteint qu'avec la mise en place d'un filtre adapté".

Le rapport d'activité de l'année 2021 met en évidence un flux massique de poussières de 1,24 kg/tonne. En l'absence de système d'épuration des effluents atmosphériques, la valeur réglementaire n'est pas atteinte.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet